Contre la deContre la destruction des acquis sociaux « Marchons séparément – frappons ensemble !

[threecolumns]Dans chaque pays européen des mesures drastiques et des plans d'austérité à peine différents, imposés par les régimes divers de la bourgeoisie, s'abattent sur les travailleurs. Certes, la crise profonde du capitalisme ne les épargne pas dans d'autres continents, non plus. Mais c'est en Europe qu'elle prend une dimension la plus significative et la plus vicieuse. Précisément là, dans le berceau du capitalisme, et donc du mouvement ouvrier, où ce dernier – épaulé par tous les travailleurs – a réussi au passé d'arracher d'importants droits et avantages dans une lutte acerbe et tenace plus que séculaire. Mais cette crise, contrairement aux paroles rassurantes et anesthésiantes des cercles du pouvoir, ainsi que de leurs légions de propagandistes, est loin d'être terminée. Alors les attaques résolues et frontales contre les acquis, les droits et les conquêtes des travailleurs vont encore s'accroître et se multiplier. Il est donc de la plus haute importance d'en connaître la nature et l'origine.
La période des « trente (peu) glorieuses »

Ces attaques bourgeoises ne sont pas nées avec la présente crise. En réalité, les avantages et droits matériels, sociaux, politiques et culturels dont disposent les travailleurs sont incompatibles avec le capitalisme-impérialisme (l'ensemble de l'époque, depuis le début du 20e siècle, où le capital financier fusionnait avec le capital industriel). Surtout dans sa vieillesse décrépite. Ils n'ont pas été donnés, mais dans leur totalité ont été extirpés de ce système par les hautes luttes des travailleurs, qui se sont poursuivies dans les années lointaines ainsi que pendant et au lendemain de la

seconde guerre mondiale. C'est durant cette dernière étape que le rapport de forces international, et pratiquement dans chaque pays, s'est balancé nettement en faveur de la classe ouvrière. Epouvantée par la puissante montée révolutionnaire en Europe, et par les réserves de celle-ci, la bourgeoisie aux abois ne devait son salut, pour désamorcer la révolution, qu'à l'assistance zélée des états-majors des partis présentés comme socialistes et communistes. Mais à son corps défendant, elle devait en payer le prix. Voici l'origine d'une série de mesures et de réformes qui aboutissaient au régime des prétendus « Welfare States » ou à l' »économie sociale de marché » (Allemagne), ainsi qu'à la période de soi-disant « trente glorieuses ». Mais dès le début de celle-ci le ver était dans le fruit.

Car la bourgeoisie et ses régimes, même s'ils auraient voulu, n'aurait pu concéder durablement aux travailleurs ces réformes et ces avantages. Ils ne voulaient, puis ils ne pouvaient plus leur consentir ce fragment d'une masse croissante du profit, extorquée pourtant de ces mêmes travailleurs. D'autant moins qu'avec le temps le rendement de ses profits, même grossis dans leur masse, rapetissaient – telle qu'une peau de chagrin – à vue d'œil. Ou, formulé en gros dans le langage de l'économie vulgaire, le retour sur investissements ou le rendement des capitaux devenaient insuffisants. Ce que Marx et les marxistes exprimaient par la chute tendancielle du taux de profit. A son origine se trouvait surtout le rétrécissement progressif du marché mondial devant les produits chers du capitalisme occidental.

Deux conséquences majeures qui en découlaient façonnaient désormais le cours du capitalisme-impérialisme, et donc le comportement, la conduite de ses protagonistes. On peut en parler sans exagération comme – non pas d'un changement – mais tout de même d'une modification notable et historique de sa physionomie. La première modification le désigne comme un système qui est non seulement incapable de réaliser la moindre

réforme d'amélioration, mais au contraire, celui qui, pour assurer sa survie, commande la suppression et la destruction des réformes et des avantages qu'il a, contraint et forcé, dû consentir. La deuxième s'applique à sa structure. Tandis que sa phase impérialiste signifiait déjà au début du 20e siècle la « …fusion du capital bancaire et du capital industriel, et la création sur la base de « capital financier » d'une oligarchie financière », cette fois-ci il allait plus loin. En effet, c'est justement de ce mariage de raison (capital industriel-capital financier) que jaillissait le monstre difforme, néanmoins son enfant légitime, l'hégémonie sans conteste de l'ogre financier, pour tenter de supplanter la saturation des marchés et la substance déclinante du profit. Inévitablement, ce succédané factice et immodéré de la substance de profit, déformé et disproportionné, s'est mué en un parasite démesuré pour aspirer les forces vitales de toute la société.

Mais il est impératif de prendre conscience que déjà bien avant le déploiement de ce vampire au-dessus et dans tous les pores de la société, la bourgeoisie – à la fois son père géniteur et sa mère porteuse – s'efforçait obstinément de reprendre et de supprimer les réformes et les avantages qu'elle était obligée à consentir. Or, tant qu'elle estimait ses forces insuffisantes, elle n'osait pas à dérouler complètement son offensive générale et globale contre l'ensemble de ces droits et avantages. Car de tout temps la classe ouvrière et l'ensemble des travailleurs ont considéré – à juste titre – que les droits à l'assurance maladie, à la retraite avec des pensions décentes, au plein emploi, ainsi qu'aux soins constants, à la gratuité de l'enseignement – en somme, à tous le système et réseau de droits, d'assistance et de protection – constituent une partie, une composante indispensable de leur rémunération, déjà sévèrement amputée par le capital. Ils les ont adoptés à bon droit en tant que leur « salaire social » légitime, leur dû entièrement justifié et qui leur revenait tout naturellement.

Mais c'était déjà trop insupportable pour la bourgeoisie, de plus en plus rachitique et affamée. Or, sa volonté de faire face ouvertement à ces droits et avantages en déclenchant son contre-offensive générale a été temporisée par sa couardise congénitale devant la force organisée des travailleurs, et canalisée par sa rouerie innée pour contourner un tel affrontement.

En conséquence, dans la première phase de sa guerre contre les droits des travailleurs et leurs avantages acquis, pendant les années 1960-70, les assauts de la bourgeoisie étaient surtout dirigés contre les salaires réels et les conditions de travail. Constamment, et d'une façon répétitive, elle essayait de contrebalancer l'amputation même partielle de son profit, sous forme de ce « salaire social », par ses plans et actions pour augmenter la productivité du travail, accroître son intensité et grignoter les salaires. Mais la puissance des grèves ouvrières entraînant d'autres catégories des travailleurs – et même les sommets des directions syndicales- ont mis en échec ces tentatives, en imposant des revalorisations partielles successives de leur salaire nominal. Justement, au cours de ces « trente (peu) glorieuses » les travailleurs britanniques, par exemple, par leurs combats d'envergure ont provoqué – par deux fois ! – la chute du gouvernement Labour de Wilson et celui du conservateur Heath. Quant aux travailleurs français, après une série de luttes dont la grève générale remarquable des mineurs en 1963, ils ont infligé, en réalisant leur unité, et sous forme d'une longue grève générale en 1968, un échec retentissant à De Gaulle. La grève a été suivie par la démission du Général, pourtant mandaté précisément pour briser la résistance des travailleurs et reprendre leur « salaire social ».

Il est à noter que pendant longtemps la classe ouvrière allemande, avec l'ensemble des travailleurs, – déjà épuisés et saignés à blanc par la dictature contre-révolutionnaire d'Hitler et la longue guerre à outrance – ont été écartelés et

ligotés jusqu'au début des années 1950 par et dans quatre zones d'occupation militaire. Ainsi mise en quarantaine, la jadis puissante classe ouvrière allemande, plaque tournante décisive de l'Europe, a été évincée de la scène européenne. Pour plus de sûreté, les travailleurs allemands ont été en plus stigmatisés par l'accusation infâme d'être collectivement responsables pour Hitler. Le régime rétrograde d'occupation allongée n'a été remplacé ensuite que par le traumatisme de longue portée qu'était l'acte chirurgical de couper le pays en deux, grâce à l'assistance complice de Staline. Cette véritable vivisection n'a pu être compensé – mais tout au plus partiellement maquillé – par les efforts du tout le capital international, lancé dans la course de guerre froide, de présenter la partie occidentale de l'Allemagne comme sa devanture de bien-être.

Pendant toutes ces longues années, lorsque le capital a été obligé de supporter et de payer le tribut de l'ensemble de ce « salaire social » – à côté de ses tentatives, souvent échouées, à se faire rembourser ailleurs (salaire nominal, productivité, etc.) – il agissait sans cesse pour affaiblir les travailleurs. Car un tel affaiblissement était la condition primordiale et indispensable pour engager l'offensive contre leurs droits et avantages. Avançant pas à pas, utilisant chaque occasion, aidée par les directions complaisantes et souvent complices du mouvement ouvrier, la bourgeoisie grignotait inlassablement la masse et diminuait la portée des avantages acquis par les travailleurs. Mais surtout elle agissait pour réduire leur force et capacité de résistance à travers la corruption et la subordination des états-majors de leurs organisations. Elle développait le déjà long procédé de domestication de leurs syndicats, aussi en brisant leur unité par leur morcellement à l'aide de chefs rivaux et concurrents. Le droit de riposte des travailleurs, ainsi que les moyens de celle-ci, ont été petit à petit et patiemment écourtés et durement réglementés, afin de circonscrire et d'enchaîner grèves et manifestations, sans

parler d’autres actions directes de mise en camisole de force par une codification rigide et répressive de la vie sociale.

Or, malgré toutes ces tentatives, la bourgeoisie européenne n’a pas réussi à reprendre ce qu’elle a dû concéder. Alors de plus en plus menacée par la régression de ses marges de bénéfices, ainsi que par ses positions internationales, elle était obligée d’employer les grands moyens pour reprendre les réformes et avantages concédés. Parallèlement, elle basculait la structure de son système vers ce que lui paraissait plus rentable et plus fructueux, à savoir la suprématie – voir même la dictature – de la finance et de son enfant naturel – la spéculation.
Offensive frontale du capital – et la chute de l’URSS

L’offensive globale a été déclenchée par Thatcher en Grande Bretagne et par Reagan aux USA. Bientôt, la première se trouvait confrontée à la formidable grève des mineurs qui, bien qu’abandonnés par la bureaucratie des autres syndicats, ont longtemps résisté à l’offensive du pouvoir. Leur défaite donnait le signal au renforcement et à l’extension de l’offensive générale dans toute l’Europe. C’était le début de la grande attaque générale et frontale contre les acquisitions des travailleurs, mais nullement son commencement. Il serait une faute grave d’oublier que la bourgeoisie a fourbi depuis longtemps ses armes pour déclencher cette grande offensive.

Il est important de relever que la plénitude de cette offensive et sa dimension européenne ont été prolongées et assurées par le pouvoir des partis qui se présentent comme socialistes, sous la conduite de leurs chefs – François Mitterrand en France, Gerhart Schröder en Allemagne et Tony Blair en Grande Bretagne. Assistés complaisamment par les bureaucrates placés au gouvernail des partis dits communistes.

La mouvance européenne de la bourgeoisie, suivant la trajectoire de la concentration du capital, a produit les moyens et les instruments pour unifier et centraliser cette

offensive, en lui insufflant une impulsion supplémentaire. Ainsi l'offensive générale contre les droits et les avantages des travailleurs, connue sous le nom de politique « néo-libérale », trouvait son centre dans les institutions dites européennes à Bruxelles, à Strasbourg et à Francfort. Chaque section de la bourgeoisie européenne y a trouvé au moins trois avantages. Le premier est indéniablement d'abriter son offensive anti-ouvrière derrière le paravent attrayant de la construction d'une Europe unie. Son deuxième avantage résulte du fait qu'en apparence la politique et les mesures anti-travailleurs arrivent d'un centre situé à Bruxelles, que le gouvernement de chaque pays ne fait qu'appliquer. Selon cette apparence il n'y a point de responsables dans tel ou tel pays, ni par conséquent une possibilité d'en rendre responsable le gouvernement d'un pays donné. Enfin, le troisième avantage réside dans le fait que le caractère de ce centre, détaché de toute vie politique et sociale réelle, étant profondément anti-démocratique – dont la plupart des membres est anonyme – rend impraticable sinon impossible toute lutte directe contre lui dans le cadre démocratique d'usage. Ses chefs et ses cadres sont tous des parachutés sans nom, sans élection et sans qualification. C'est une bureaucratie hydrocéphale monstrueuse qui abuse de l'idée et de la conception européennes, alors qu'en réalité elle n'est qu'un parasite néfaste, absolument incapable de quoi que ce soit, encore moins de construire une Europe. Par contre, cet organisme hypertrophié, très coûteux et inutile, dépositaire de l'objectif principal et immédiat de la bourgeoisie, agit dans le seul sens d'ordonner, de réglementer et de superviser son offensive globale, afin de démanteler et détruire systématiquement les droits et avantages des travailleurs.

Peu de temps après cette généralisation et centralisation de l'attaque intensifiée contre les droits des travailleurs, un événement historique considérable a revigoré la bourgeoisie et stimulé son offensive. En même temps, directement et par contrecoup, il réduisait la résistance des travailleurs. Sans

aucun doute, l'effondrement de l'Union Soviétique a affermi la bourgeoisie, consolidé ses positions et renforcé sa confiance. Indépendamment de l'opinion ou du jugement de quiconque concernant la chute de l'URSS, et malgré le rôle néfaste de la bureaucratie, à la fois son gérant et son fossoyeur, l'ensemble de la classe ouvrière mondiale et tous les travailleurs ont perdu un poste avancé et un socle précieux de tous leurs objectifs de l'émancipation. Pour un temps incertain le rapport de force a fortement basculé en faveur de la bourgeoisie et au détriment des travailleurs.

L'ensemble du capital et de ses partisans inconditionnels regorgeaient de satisfaction béate et de fatuité présomptueuse. Ils ont clamé « urbi et orbi » leur suffisance orgueilleuse et arrogance prétentieuse. Leurs « penseurs » enivrés allait jusqu'à couronner cette impudence désinvolte en déclarant la fin de l'histoire. En tout cas la suite a clairement démontré la recrudescence amplifiée, cynique et sans vergogne, des attaques du capital et des siens, ainsi que le recul confus et désordonné des travailleurs acculés à la défensive. Pendant les dernières vingtaines d'années ce repli des travailleurs s'est accentué. Leurs grandes organisations, en suivant leurs chefs déjà intégrés au système, se sont identifiées au vainqueur du moment, tandis que d'autres ont fondu comme beurre au soleil, ou carrément disparues. Des défenseurs des travailleurs qu'ils étaient officiellement, les syndicats sont aussi, sous la conduite de leurs bureaucrates invétérés, devenus publiquement des « partenaires sociaux » du capital vengeur. Même les craquements sinistres mais temporaires du système de celui-ci – pourtant alarmants – n'ont pas gêné et encore moins averti tout ce beau monde plongé dans leur bonheur.
« Thérapie de choc »… sous le nom de « réformes »

C'est dans cette euphorie factice où le capital crâneur et prétentieux continuait quand même d'amoindrir, de couper et d'enlever un par un les avantages des travailleurs, de

raccourcir, circonscrire et raboter leurs réformes, que l'alarme brutale de la dernière grande crise arrachait toute cette bonne société à sa rêverie soporifique. Nous y sommes pleins dedans. Mais il est inutile d'en parler ici en détail. Il suffit de rappeler seulement – que tout un chacun sait pertinemment – que pour en atténuer les effets négatifs pour elle, et pour s'en sortir, la bourgeoisie et son système font absolument tout – c'est leur nature – pour transférer et renvoyer tous les fardeaux, aussi bien de la crise que de sa gestion et éventuelle « solution », sur le dos des travailleurs. Cependant, cela reste plus ou moins inconnu, dissimulé par le fait que la crise est utilisée en tant que prétexte principal, et même comme justification, pour donner une nouvelle ampleur démesurée, un élan excessif à l'offensive meurtrière du capital. C'est comme un ouragan qui s'abat sur les peuples d'Europe.

Par une perversité impudente, les gouvernements de toute sorte présentent et imposent leurs attaques destructives en les désignant comme « réformes », afin d'abuser vicieusement les travailleurs, traditionnellement attachés aux réformes réelles du passé, à savoir aux améliorations tangibles de leur vie. Il est regrettable que, suite aux clameurs univoques des faiseurs d'opinion, cette tromperie pernicieuse pouvait contaminer toute la société. Il est encore plus grave que les états-majors des partis de gauche, ainsi que ceux des syndicats, emploient ce terme malhonnête, dont la vocation est précisément de camoufler le démantèlement et la destruction justement des véritables réformes du passé, proche ou lointain. C'est ainsi, par exemple, que la fameuse « troîka » -en fait procurateurs de la Grèce – ordonne et supervise le dépouillement et la privation des travailleurs de leurs acquis et droits, en appelant cette destruction comme « réformes structurelles » ou « réformes ponctuelles »… tout pour le « bien-être » du peuple grec. Or, tout le monde sait pertinemment que le langage et le vocabulaire ne sont jamais innocents.

La bourgeoisie du « capitalisme du désastre » y applique sa funeste « stratégie de choc », décrite par la journaliste Naomi Klein, introduite à peu près partout dans le monde. Son texte n'était jamais récusé et personne n'a prouvé le contraire ! (Au demeurant, il serait impossible de mettre en doute ses accusations qui s'appuient sur une masse écrasante de faits avérés. Ce qu'on peut lui reprocher, c'est d'avoir présenté cet ensemble scandaleux et révoltant comme une excroissance, déviation du capitalisme sain, alors qu'il est son essence dans la phase actuelle de son déclin, produit naturel de toute sa texture et existence). Ce qui se passe en Grèce –et ce n'est qu'un prélude – donne un avant-goût de la détermination de la bourgeoisie et de ses acolytes à extorquer l'argent jusqu'au dernier sou, y compris par la mise en quarantaine (toute démocratique !) de tout un peuple, afin de le déposer servilement aux pieds des capitalistes usuriers bien en chair et en os – qu'ils appellent « les marchés ».

Pour la classe ouvrière et des millions de travailleurs européens la première chose, la plus importante est de comprendre que ce qui se passe n'est pas un accident, n'est pas une attitude provisoire du capitalisme que lui dictent les difficultés de la crise. Il y a nécessité de réaliser qu'il n'y a strictement rien de bon à attendre du système capitaliste et de ses serviteurs. Ces gens eux-mêmes débitent en chœur que leur société est inapte et inadaptée à satisfaire les travailleurs. En répétant sans cesse leur formulation accusant ceux-ci d'être coupables – car « on vivait au-dessus de nos moyens » ! – ils reconnaissent et affirment que leur système est effectivement incapable de leur assurer ces avantages et droits. C'est réellement « au-dessus de leurs moyens ». Par contre – comme ils y suggèrent implicitement un châtiment à peine voilé – ils sont fermement décidés de démanteler et de supprimer, une fois pour toutes, tous ces acquis sociaux, afin de ployer les travailleurs dans l'étroite camisole de force de « moyens » rabougris de leur système moribond.

Un tournant historique

Nous vivons un moment historique. Car le système capitaliste, après avoir maintes fois dans le passé attaqué par efforts successifs en vue de raboter et rabattre les acquisitions des travailleurs, après avoir ensuite déclenché son offensive générale avec Thatcher et consorts, profitant de l'affaiblissement du mouvement ouvrier, exploite aujourd'hui la crise pour développer l'assaut final et définitif contre les travailleurs. Il ne s'agit pas d'une escarmouche de plus, ou d'un affrontement partiel ou isolé, bien connus dans le passé. Ni même de leur extension et amplification ultérieure en une offensive générale. Mais bel et bien d'une étape nouvelle et supplémentaire à cette dernière, où la férocité des coups, leur dimension et leur profondeur, ainsi que la volonté et fermeté résolues de l'adversaire bourgeois, – tout, absolument tout révèle sa détermination d'aller jusqu'au bout. Un signe, une indication de plus qui met en évidence cette détermination implacable est leur acharnement particulier à ravager les acquis et droits, arrivé au point que les attaques réduisent volontairement, voire annihilent les ressources et moyens d'une possible sortie de crise. Et voici à leur tour les travailleurs italiens mis sur la sellette… en attendant les autres.

Dans une telle situation menaçante on ne peut que saluer tous ceux qui sont indignés devant tant de fourberie et de malveillance, et l'expriment publiquement. Leur nombre va croissant partout dans le monde en tant qu'un signal évident – après le soulèvement spectaculaire pas encore terminé d'une série de peuples en Afrique du Nord et au Proche-Orient – du réveil encore tâtonnant des travailleurs. Déjà ces indignations et protestations sont précieuses face à la résignation et à la fatalité, comme les premières indications d'une prise de conscience de la réalité menaçante. Mais vu l'enjeu considérable et l'étendue globale du conflit, ainsi que la détermination inflexible de l'adversaire, l'indignation

passive ou la protestation verbale restent impuissantes. Elles sont considérées, d'ailleurs, par les puissants tout au plus comme désordres publiques gênants ou comme spectacles carnavalesques. Ils sont agacés ou amusés, mais ne changent pas d'un iota leurs plans destructifs. Vraiment, il faut aller plus loin. Sur ce plan on doit saluer les travailleurs portugais qui, par leur puissante grève générale, montrent la voie de combat. Nul doute que les travailleurs grecs, agressés sauvagement par le capital, trouveront la route d'un combat vigoureux qu'ils ont déjà montré au cours des années précédentes. Nul doute également que ceux des autres pays européens suivront la même voie.
La réponse ne peut être qu'internationale

Tous ceux qui ne peuvent pas tolérer les mesures de raccourcissement et de destruction de leurs avantages et droits, ainsi que les plans d'austérité présents et futurs, et s'engagent à les combattre, nous devons tous être pénétrés avant tout de l'idée que cette lutte dépasse largement les frontières nationales. L'attaque frontale du capital est internationale, même si elle est véhiculée sur les sols nationaux et articulée selon leurs spécificités. L'adversaire est le même partout. Par conséquent, les luttes enfermées dans le seul cadre de telle ou telle nation, fragmentées et isolées des autres, restent dépourvues de la puissance nécessaire pour annihiler les attaques de nature internationale et faire reculer l'adversaire tout aussi international. La solidarité et les contacts entre les divers mouvements dans divers pays sont importants, mais en eux-mêmes ils demeurent insuffisants. Il est indispensable d'opposer aux plans et actions dégradants un mouvement organiquement international, ainsi que les combats d'envergure tout aussi internationaux. Ce qui n'interdit ni n'exclut, bien entendu, les mouvements et combats dans tous les pays – base et ossature nécessaire de toutes les démarches et actions internationales.

Ce qui confère un caractère organiquement international à un

mouvement de lutte et à ses actions, et ce qui forge son potentiel de combat, c'est assurément sa nature internationale. Car c'est uniquement de cette façon qu'il est conforme au caractère international des plans, actions et offensive de l'adversaire. Celui-ci les dirige contre les positions sociales et les conditions de vie des travailleurs du monde entier, même si ces actions diffèrent d'un pays à l'autre, souvent sensiblement, ou plus encore d'un continent à l'autre. C'est cela qui unit solidement, par exemple, les peuples travailleurs révoltés récemment en Afrique du Nord et au Proche-Orient, déjà lancés en batailles partielles en dépit des écarts et de diversités de leurs positions et conditions respectives. De là provient donc l'évidence que les travailleurs européens tendent leurs mains fraternelles vers leurs alliés naturels, ces peuples révolutionnaires en Afrique du Nord et au Proche-Orient, en particulier vers les travailleurs égyptiens et syriens engagés dans les luttes sanglantes.

La prétendue « démondialisation » est une impasse

Cependant, il s'avère indispensable de repousser certains appels à lutter pour une soi-disant « démondialisation ». Le terme de « mondialisation » (ou « globalisation ») pour désigner la nature du système économico-politique mondial actuel est entièrement faux. La bourgeoisie et ses idéologues ont inventé et introduit ce terme mystificateur pour cacher derrière cette expression de nature éminemment et exclusivement géographique la phase présente de leur système économique et social, le déjà bien connu capitalisme-impérialisme dans sa période de sénilité avancée. Quant au capitalisme, encore vigoureux dans sa jeunesse lointaine, Marx et Engels parlaient déjà dans leur Manifeste de sa « mondialisation » :

« La grande industrie a crée le marché mondial… Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie a donné une tournure cosmopolite à la production et à la consommation de

tous les pays… L'ancien isolement… fait place à des relations universelles, à une interdépendance universelle des nations. »

Ces notions et concepts concernant le capitalisme et sa mondialisation font partie, depuis longtemps, du savoir élémentaire de toute l'humanité. Il s'agit toujours de ce même ancien système. Les changements ne sont que quantitatifs et, en plus, ils relèvent d'une aggravation démesurée de ses tares.

Rien d'étonnant donc si les promoteurs et les fidèles d'une « démondialisation » ou ceux qui professent une « anti-globalisation » – ayant mordu ainsi à l'hameçon bourgeois empoisonné – se trouvent piégés dans une confusion inextricable. Il leur est d'autant plus difficile de se débarrasser de l'accusation d'une bonne dose de protectionnisme, qui est réellement la véridique antithèse nationaliste-réactionnaire, historiquement dépassée, de l'entité d'un marché mondial avec ses éléments largement interconnectés et interdépendants. Toute la cacophonie avec et autour d'une quelconque « démondialisation » nous mène directement contre le mur. Dans cette même impasse marchent également tous les prophètes confus d'un « anti-productivisme » rétrograde, alors que – officiellement – déjà un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde ! Sans parler d'autres milliards condamnés à végéter dans la misère. Rejetons le « productivisme » capitaliste aiguillonné par l'avidité de profit, mais combattons pour une production expansive stimulée par les besoins immenses non-satisfaits de l'humanité.

Il est compréhensible que les premiers pas de ceux qui veulent lutter contre les actions du capital les conduisent sur la voie d'une « démondialisation » ou d'un « anti-productivisme ». Mais ces premiers pas les mènent dans une impasse à peine différente de celle des « indignés ». Ce sont des voies de garage sans issue, semant la confusion et amenant les désenchantements.

La bourgeoisie est incapable d’unifier l’Europe

Notre situation en Europe nous confronte, avant tout et de façon immédiate, à la section européenne de la bourgeoisie, plus ou moins regroupée dans un conglomérat profondément contradictoire, instable et vaseux qu’elle appelle Europe, plus précisément Union Européenne. C’est par cet organisme hydrocéphale qu’elle impose sa politique avec ses plans outranciers de liquidation des acquis sociaux des travailleurs. Cet objectif constitue sa préoccupation centrale et détermine ses activités. Sous cet angle et en vue de ce but, les gouvernements européens, aussi variés soient-ils, agissent comme ses bras et ses agents exécutants. Y compris ceux qui gardent une certaine distance apparente.

Voilà pourquoi le mouvement contre les attaques et les tentatives à démanteler et détruire les droits des travailleurs doit être organiquement international, très concrètement européen, et non pas simplement une addition occasionnelle des mouvements menés dans tous les pays. Tout en renforçant ces derniers, l’ensemble du mouvement européen est obligé de concentrer son feu sur les sièges autoproclamés de la bourgeoisie (Bruxelles, Strasbourg, Francfort), ainsi que sur ses plans, agissements et manœuvres.

Cependant, il est de la plus haute importance de comprendre qu’un mouvement européen de défense des travailleurs ne peut pas être anti-européen. Bien au contraire, c’est la bourgeoisie qui s’est emparée frauduleusement de l’habit européen et se fait la belle dans ce déguisement, afin d’embellir son attaque concentrée dans les phrases plaisantes et attrayantes sur l’Europe. A vrai dire, cette classe exploiteuse et oppressive, avec sa remorque servile de politiciens, est absolument incapable de réaliser une Europe unifiée. La naissance de cette classe s’était confondue avec celle des nations, et toute sa vie elle était et reste liée à celles-ci. Deux guerres mondiales catastrophiques en témoignent, naturellement – de façon négative. Et comme

c’était uniquement son apparition de jadis qui enfantait les nations, c’est seulement sa disparition qui signalera le dépérissement de celles-ci. L’aventure européenne de plusieurs décennies a suffisamment démontré cette incapacité bourgeoise d’unifier l’Europe et, en même temps, sa capacité, sa fermeté et sa résolution d’attaquer et de démolir les acquis et les droits des travailleurs.

La crise mondiale actuelle et l’un de ses aspects, l’endettement colossal – plus précisément la configuration européenne de celui-ci – ont clairement révélé, accentué et souligné ces deux faces « européennes » de la bourgeoisie. Au lieu d’un rapprochement sur la voie d’unification plus poussée de l’Europe, elle a mis à nu la division de ses nations, ou même leur morcellement aigu. En même temps que les gouvernements successifs de la bourgeoisie ont accru les inégalités jusqu’à leur exacerbation monstrueuse, ses agents « européens » ont reproduit et renforcé les inégalités multiples et encore plus accentuées entre les nations dans leur avorton d’Europe.

Ils ont déjà divisé l’Europe en plusieurs cercles plus ou moins concentriques. Il y a le cercle extérieur, avec les misérables parias intouchables qui attendent l’admission salvatrice des grands seigneurs – d’ordinaire les mêmes impérialistes qu’auparavant -, pour accéder au sanctuaire d’un deuxième cercle, celui des élus. Ils sont ballottés selon le bon vouloir des seigneurs européens, leurs banques et leur meute de politiciens souvent condescendants. Dans le cercle des élus il y a encore deux cercles : celui des pays qui sont doublement élus, car ils possèdent en plus la monnaie unique, tandis que celui des autres, toisés avec commisération, n’ont pas goûté à ce fruit amer. Même s’ils sont frappés par la même maladie d’endettement, petit ou grand, de la Pologne à la Grande Bretagne, ils ne sont pas enchaînés directement aux conséquences calamiteuses d’une monnaie artificielle. (Bien entendu, leurs travailleurs subissent les mêmes attaques

frontales du capital contre leurs acquis. Là-dessus, il n'y a pas de différence entre les pays, qu'ils soient européens ou autres.)

En revanche, derrière le voile trompeur de « l'Union » européenne, dans le cercle intérieur déjà bien rétréci, la politique de destruction des acquis et droits sociaux pour sauver la bourgeoisie a beaucoup accru et élargi les inégalités entre les pays. La monnaie euro, ce contrefait artificiel, a puissamment contribué à les grossir et élargir. L'aspect monétaire de la crise a révélé et en même temps approfondi – non pas une « simple » inégalité accrue – mais une véritable cassure entre les pays prétendument « unifiés ». Parmi ces égaux apparaissent ainsi certains pays comme les plus égaux, et dont les dirigeants et leur ribambelle emploient un langage méprisant et insultant à l'égard des pays sinistrés, les moins égaux : Grèce, Portugal, Italie, etc. Ces dirigeants arrogants eux-mêmes les désignent dédaigneusement comme « périphérie » de l'Europe, pour ne pas employer leur formule à la fois méprisante et craintive, sa « banlieue sensible ».

Aujourd'hui, on est arrivé au point où même le camp – hier encore large et compact des affidés européens – s'est passablement fissuré. Confrontés à une véritable débandade, où les cercles concentriques peu à peu rétrécissant de leur pseudo-Europe tendent – ouvertement et cyniquement – à se comprimer à son prétendu « noyau » allemand-français, les politiciens et journalistes « pro-européens » parlent et écrivent publiquement de l'effondrement probable de la monnaie euro, ainsi que de la dissolution de leur sobriquet d'Europe. Il importe de répéter que leur monnaie factice, conçue par l'imagination chimérique monétariste, – et voyant le jour par un coup de baguette magique volontariste, – se heurte violemment sous nos yeux aux réalités d'une Europe fragmentée, où elle se brisera inéluctablement. Apercevant ce gouffre funeste, certains économistes, plus lucides que la masse des

politiciens et autres « experts », préconisent un regroupement beaucoup plus serré des pays, qui seul serait susceptible de fournir une base plus ou moins réelle et adéquate à un euro ballotté en l'air. Mais on voit aussi nettement l'effroi manifeste des dirigeants à s'engager sur cette voie, ce qui est une confirmation supplémentaire du fait que la bourgeoisie est inapte par sa nature même à unifier l'Europe. La monnaie factice de l'euro est condamnée à disparaître, et son écroulement conduira à celui de la contrefaçon européenne de la bourgeoisie.

Il reste cependant que cette dernière et ses dirigeants ne reconnaîtront jamais le fiasco de leur mésaventure européenne. D'autant moins qu'elle correspond, tant bien que mal, aux mouvements de concentration poussée du capital et lui assure un marché élargi sans entrave. Mais surtout et essentiellement parce que, même bancale et contrefait, cet échafaudage lui sert comme cadre, moyen et couverture (maintenant aussi comme prétexte) pour organiser, diriger, poursuivre et accomplir son offensive frontale contre les acquis et droits des travailleurs, condition ultime et indispensable pour maintenir son système délabré. Au sujet de l'Europe, plus la contradiction irréconciliable grandit entre la réalité et l'insistance obstinée de la bourgeoisie, plus lourd sera le poids qu'elle mettra sur le dos des travailleurs.
Rêvasser d'une Europe de droits sociaux impossibles… ou lutter pour une Europe des Travailleurs

Un large mouvement des travailleurs est donc nécessaire contre l'attaque de la bourgeoisie, devenue générale et frontale. En se camouflant derrière les plans – en apparence pour juguler la crise – ceux-ci constituent en réalité la forme concrète de ses attaques. On le voit nettement en Grèce, en Irlande, au Portugal, comme dans les autres pays l'un après l'autre. L'Italie vient d'apparaitre sur l'échafaud. Vue la nature et l'amplitude de ces attaques, le mouvement pour les contrer ne peut être qu'international, plus concrètement européen.

Toutes les grandes organisations, présumées par leurs traditions et leurs postures à défendre et à promouvoir les intérêts des travailleurs, absolument toutes, s'arrêtent à la frontière de leur propre pays. Et ceci en dépit de l'existence bien connue de leurs organisations-sœurs dans chaque pays européen. Et même quand elles possèdent un centre postiche européen, parfois mondial, ces zombis fantomatiques brillent par l'absence totale et absolue d'une plate-forme ou d'un programme européens. D'ordinaire, tout ce monde s'aligne sur la position « européenne » de la bourgeoisie, y compris sur son offensive générale déguisée derrière la feuille de vigne nommée « réformes ». Ou alors, pour se distinguer, ils brodent les petits dessins plaisants, mais toujours sur le canevas établi par la bourgeoisie. Ils n'élaborent, ni proposent jamais, au grand jamais aucun programme européen cohérent, différent de celui en vigueur, et encore moins opposé à lui. Sans parler du préalable nécessaire d'un tel programme, notamment d'une analyse critique globale de celui de la bourgeoisie.

Tout au plus, les chefs de ces organisations quémandent de temps en temps très humblement aux « autorités compétentes » de donner une dimension sociale à l'Europe, en insérant une série de normes sociales parmi les autres conditions et critères de leur construction dite européenne. A ce propos il est bien caractéristique et bien révélateur que tout un ensemble de normes et de droits sociaux a été résolument écarté, et manque totalement dans tous les projets prétendument européens. Il est tristement tragicomique que, sans en souffler un mot, ces Don Quichottes lamentables se pavanent ainsi de temps à l'autre dans le rôle de champions des droits sociaux. Il ne leur vient même pas à l'esprit qu'ils pourraient élaborer eux-mêmes ces normes sociales à revendiquer !

Il est l'évidence même que la défense des acquis des travailleurs est la tâche la plus importante dans chaque pays,

où l'offensive générale pour leur démantèlement prend souvent la forme spéciale – selon les particularités multiples de chaque pays. Mais s'ils restent à ce niveau national, les mouvements de défense seraient freinés ou carrément battus. Dès le début, et tout en les fortifiant, il est donc urgent d'opérer leur unification en un mouvement européen. Or, un tel mouvement continental ne peut pas être réduit au niveau élémentaire de défense des acquis sociaux, une intention, un objectif, en fin de compte négatif. Il n'est possible de lui assurer son ampleur et sa dimension véritable qu'en lui définissant un but positif à atteindre, opposé aux plans de la bourgeoisie. Autrement dit, il est insuffisant d'être contre quelque chose ; il est nécessaire en plus de combattre pour un objectif. Il est ainsi indispensable d'inscrire sur le drapeau de ce mouvement son but, à savoir la construction d'une « Europe des Travailleurs » ! Face et contre la matrice pseudo-européenne des plans destructifs de la bourgeoisie, seule une lutte de telle envergure, avec son orientation aussi claire et relevée, pourrait dérouter et vaincre définitivement l'offensive frontale contre les droits des travailleurs.

A cette étape il serait prétentieux et prématuré de se livrer à l'élaboration d'un programme complet et détaillé du mouvement allant vers l'Europe des Travailleurs. Par contre, il est indispensable de formuler quelques-uns de ses objectifs et revendications qui découlent de la situation concrète actuelle, ainsi que certains principes et méthodes qui devraient guider et fructifier son activité.
Avant tout, il faut une revendication centrale

Tout d'abord, il y a la crise de cette Europe bancale, centrée présentement sur l'endettement colossal de tous les pays de la zone euro (et des autres !), avec les arguties et tracasseries insurmontables autour d'une « solution », qui parait de plus en plus comme une quadrature du cercle. (A moins, bien entendu, d'imposer aux travailleurs d'une manière totalitaire et répressive la paupérisation massive). Le dirigeant grec

Papandréou a mollement essayé de s'échapper aux mâchoires de cet étau implacable par une consultation du peuple grec. Or dès l'annonce du référendum demandant au peuple ce qu'il faudrait faire avec les dettes, tous les dirigeants et leurs suites ont protesté avec véhémence et indignation. Comme s'ils étaient piqués par un scorpion, ils se sont dressés unanimes et révoltés par cette impertinence de quelqu'un qui ose consulter son peuple, alors que les chefs ont déjà si bien décidé de plumer davantage le peuple grec et de rogner encore plus ses droits. Cet incident sans lendemain dévoilait encore plus le vrai visage de l'Europe-avorton, et ne laissait subsister désormais que les derniers lambeaux de son masque.

Il nous fournissait un indice de plus, une confirmation supplémentaire, d'une part, de l'impossibilité de rembourser les dettes gigantesques. En même temps, il mettait en lumière la manière désinvolte et cynique des dirigeants de fouler aux pieds la démocratie. D'autre part, il dévoilait l'aggravation de la crise de l'euro, en réalité son agonie. Il est très significatif que parmi les nombreux « socialistes » impliqué du côté de cette Europe-là et de son euro, il n'y avait pas un seul qui se serait levé pour la défense de leur « camarade » Papandréou.

Par ailleurs, l'accouchement pénible et douloureux du plan de sauvetage du capital créancier (et absolument pas du peuple grec !) requérait déjà une bonne dose de participation… du même capital. Il est plus que douteux que les banques veuillent répéter une pareille opération. La consolidation du prétendu Fond européen pour aider les Etats à éponger leur dette – loin d'être approuvé par tous –bât ses ailes déjà passablement écourtées. Car la charrette des victimes suivantes – l'Italie, l'Espagne, puis la France – se profile de plus en plus nettement. Les milliards à rembourser s'accumulent quasiment de jour en jour par d'autres milliards, du fait de l'augmentation perpétuelle du taux d'intérêt usurier, fixé et poussé arbitrairement par la voracité

toujours insatiable du capital financier. Or, – pour employer le langage sibyllin et antiseptique à l'usage des manipulateurs de l'opinion en vue de chloroformer l'esprit des mortels – c'est la « volonté des marchés » ! Le vieux Shylock de Shakespeare ne serait aujourd'hui qu'un apprenti novice et bienveillant à côté des requins de ces… « marchés ».

Confrontés à cette réalité – à vrai dire, leur propre fabrication, ne serait-ce que partiellement – les apprenti-sorciers modernes « européens » n'arrivent plus à contenir ce mécanisme infernal, qui les sert mais les saisit en même temps. Dans leur quête désespérée de maitriser cette situation, qui leur échappe et menace de les emporter à leur tour – tel un Papandréou ou Berlusconi – ils ont ouvert le feu sur les agences de notation. Ces officines ou services, parasites indéniables du système, remplissent le rôle bien juteux de renseigner le capital financier sur la rentabilité de tel ou tel investissement, à l'aide d'une classification ou notation continue. A cause de leurs notes dégradées – surveillées anxieusement comme les mauvais élèves font avec leurs professeurs – et attribuées récemment aux résultats économiques médiocres des « élèves européens », même à ceux des fayots, les dirigeants européens courroucés se jettent sur elles à bas raccourci. Ils déversent sur ces agences toute une pluie de récriminations, coupables, selon eux, de leur faire perdre la classification économique précieuse. On songe inévitablement à la pratique royale bien connue dans l'antiquité, lorsque le prince qui reçoit une mauvaise nouvelle… fait exécuter le messager.

Or, c'est justement la situation économique réelle qui est reflétée dans l'alourdissement graduel mais disproportionné de l'endettement, déjà monumental. C'est cette situation et ses perspectives bien sombres qui rendent définitivement impossible le remboursement de la dette. Quelques rares économistes ou journalistes, plus lucides que la masse des autres, pointent sur le ralentissement considérable de la

croissance économique générale, devenue parfois le piétinement sur place, en tant que raison principale de l'endettement. Par conséquent, ils indiquent la voie à suivre pour en sortir par une politique, une série de mesures, afin d'améliorer ou augmenter cette croissance. C'est exact… sur le papier. Car la croissance n'est pas un phénomène économique solitaire et isolé qu'on pourrait éperonner ou augmenter à volonté. Dans le capitalisme elle dépend exclusivement des possibilités du marché intérieur et mondial, si oui ou non peuvent-ils absorber les marchandises produites. Sans entrer dans les détails, il suffit de constater que ces marchés sont plus ou moins saturés, il y a donc une surproduction chronique. De toute façon, et depuis assez longtemps, ces marchés sont inaccessibles pour une grande masse de produits européens (et américains), trop chers et insuffisamment perfectionnés (sauf allemands). C'est ce fait qui est caché derrière les appels insistants d'une poignée d'économistes, et encore moins de politiciens, à renforcer et à perfectionner la compétitivité de la production européenne. Pour parler simplement – donc normalement – il faudrait produire des marchandises à meilleur prix et de meilleure qualité, afin de pouvoir les vendre dans une concurrence de plus en plus exacerbée par l'apparition massive des marchandises à prix imbattable des pays dits « émergents », basées sur la surexploitation éhontée de leurs travailleurs.

Bien évidemment, le capital et ses gérants économiques et politiques envisagent, comme toujours, une issue de leur situation grave, mais une « issue » favorable à leur système. Leur premier pas sur ce chemin – et le plus important – est d'assurer contre vents et marées le remboursement intégral de leurs dettes. On voit leur détermination sauvage pour y arriver. Le deuxième est de perfectionner la compétitivité de l'économie, à savoir abaisser les coûts de la production. Ils y sont pleinement engagés par leurs attaques continuelles, par cette véritable grande offensive en vue de démolir les avantages et droits des travailleurs, devenus définitivement

incompatibles avec cette baisse de prix de production, donc incompatibles avec leur système. Mais ils ne s'arrêteront pas là. Dans la vague suivante ils viseront directement la diminution sensible des salaires nominaux, comme ils l'ont déjà commencé sporadiquement et partiellement. Il serait impardonnable d'oublier que la bourgeoisie allemande a consolidé la compétitivité de sa production par la compression drastique des salaires, assortie par imposition du gel ou blocage des salaires – « consentis » par les syndicats complaisants – et cela pendant plusieurs longues années !
Refus général de rembourser la dette

Vue la situation esquissée plus haut, la crise s'achemine vers son aggravation prolongée et, par conséquent, vers une offensive redoublée et accentuée contre l'ensemble de positions des travailleurs. D'où la conclusion inévitable et impérative, la seule sérieuse, qu'il faut opposer un refus général au remboursement des dettes que la croissance continue des taux d'intérêt augmente sans cesse. Ce refus de remboursement devrait être la première revendication du mouvement européen des travailleurs, liée à leur appel pour une « Europe des Travailleurs ». Elle constitue en même temps la barrière centrale contre l'intensification redoublée de la destruction des droits des travailleurs qui menace la civilisation de l'humanité, comme une issue fatale des lourds plans d'austérité en répétition. Sacrifice terrible offert aux dieux hideux du capital en déclin.

Or, une telle régression historique ne se limiterait pas aux conditions économiques et sociales. Ce crépuscule s'étend aussi à la vie politique, sur laquelle il projette déjà sa pénombre obscure. Personne n'a le droit d'oublier que c'était dans la situation tourmentée semblable que le fascisme a conquis le pouvoir en Allemagne, après avoir triomphé en Italie. Ce n'est pas par hasard qu'aujourd'hui il avance à pas de géant dans plusieurs pays européens, sur la même base de convulsions capitalistes, en profitant de la même démission

des chefs officiels des travailleurs de leur vocation et de leurs tâches élémentaires. Si les travailleurs et leurs représentants restent inactifs, en refusant le combat de défense hardie des travailleurs et de l'unification européenne de leurs forces, nul doute que les nouveaux Hitler-Mussolini occuperont leur place. Déjà l'avance inquiétante de ces derniers dans un nombre croissant de pays va de pair avec le recul non moins inquiétant du mouvement ouvrier. Le seul combat efficace contre ces ténèbres de la barbarie reste la lutte énergique et unifiée pour la défense des acquis et droits des travailleurs, pour la transformation de l'Europe crépusculaire failli en une « Europe des travailleurs » libres.

Il serait chimérique et stérile d'élaborer un projet des revendications complètes et détaillées d'un tel mouvement européen des travailleurs. Cependant, il apparaît nécessaire d'avancer au moins quelques points et principes importants qu'il devrait contenir et observer, en tant que motifs conducteurs de son activité.
Contre l'Europe-avorton et ses banques

Le premier définit sa cible centrale, notamment la politique dite européenne, résumée et concentrée dans l'offensive décrite ci-dessus, ainsi que ses institutions centrales anti-démocratiques. Le mouvement européen des travailleurs est dirigé contre cette politique profondément anti-démocratique, par son origine et élaboration, par son contenu et moyens, ainsi que par son but. Le mouvement vise directement les institutions dites européennes, dont la mise en place, le caractère et le fonctionnement – conformément à leur politique – sont non seulement anti-démocratiques, mais brutalement opposées à la démocratie. Ces organes tyranniques se cachent dans l'anonymat, et derrière ce masque émettent et imposent des oukases sans appel et obligatoires. Pour faire cela ils engloutissent et gaspillent des sommes astronomiques. Une légion de parasites fainéants pullule et gravite tout autour

dans des innombrables groupes de pression, afin de les orienter et seconder selon le bon vouloir de tel ou tel secteur du capital. C'est au nom d'une démocratie élémentaire revendiquée que le mouvement ouvrier européen des travailleurs combat ces monstres anti-démocratiques, revenants anachroniques des seigneuries féodales. Le mouvement européen des travailleurs doit réclamer et réaliser tout bonnement la suppression pure et simple de l'ensemble de ces organismes autocratiques, parasites qui coûtent terriblement cher. Dans le même élan il lutte pour l'installation démocratique des organes européens des ouvriers et de tous les travailleurs, basés sur leur participation massive.

L'ensemble des problèmes évoqués indique déjà très nettement le caractère ouvrier de ce mouvement européen. Il exige cependant de le définir clairement et sans équivoque. Cette nécessité ressort de manière évidente lorsqu'il s'agit de proposer, ne serait-ce qu'en grande ligne, le but, le programme et la méthode d'un tel mouvement. Il est hors de doute que le mouvement européen des travailleurs est orienté – comme les mobilisations partielles le soulignent – contre la menace principale, à savoir le capital financier et ses institutions, qui en utilisant la crise développent déjà leur offensive de grande envergure. C'est donc l'évidence même que, dès le début, le mouvement doit viser l'affaiblissement de la base même de cette offensive néfaste. Et pour ce faire la certitude s'impose tout naturellement, à savoir : il est impossible de séparer les vicissitudes économiques et sociales, en général, et le refus de remboursement des dettes, en particulier, de la situation et de la position des banques. Par conséquent, l'une des toutes premières revendications est la suppression du secret bancaire, qui reste pourtant un vœu pieux si elle n'est pas liée à celle de nationalisation contrôlée des principales banques.

C'est la voie naturelle, logique et concrète pour porter réellement atteinte à leur pouvoir, contrairement aux

bavardages et fantasmes démagogiques, sans contenu ni suite, sur une prétendue réglementation du capital financier et de ses mouvements. C'est aussi le seul moyen sérieux de donner un coup d'arrêt incontestable à leur pression vers la paupérisation. En même temps, seule une telle mesure radicale peut assurer – sous un contrôle ouvrier vigilant – à la fois la base et les moyens d'un encadrement vigoureux, salutaire et indispensable du crédit, ainsi que la maîtrise efficace des taux d'intérêt arbitraires et vagabonds. Ces mesures sont importantes aussi pour la défense des milliers de petites entreprises, souvent familiales, agressées et dépouillées par le capital. Elles sont dans cette lutte des alliés naturels des travailleurs et de leur mouvement. Ce qui est une attitude coupable, et reste incompréhensible pour beaucoup – tout en provoquant consternation – c'est le silence quasi-total de toutes les grandes organisations baptisées de « gauche » sur ces questions fondamentales. Là-dessus également elles ont radicalement tourné le dos à leur propre passé, à peine distant pourtant.

Pour un renouveau syndical

Le développement d'un mouvement des travailleurs européens, sans parler de son succès, exige impérieusement son alliance avec les syndicats. En fait, il s'agit de bien plus. Vu la situation actuelle, caractérisée d'un côté par l'offensive générale impitoyable du capital, et de l'autre par le recul successif et désarmement politique et organisationnel de la classe ouvrière, comme de tous les travailleurs, les syndicats constituent la force et le moyen particulièrement importants pour les travailleurs. Car justement le rassemblement et la représentation, ainsi que la défense des intérêts des travailleurs, qui constituent leur seule raison d'être originelle. Ils sont probablement les seuls leviers réellement existants dans tous les pays, et à l'échelle internationale, par lesquels les travailleurs pourraient donner une poussée décisive à leur mouvement, en les renforçant et unifiant. C'est précisément pour toute ces raisons que, depuis leur

naissance, le capital s'est constamment efforcé de détruire et d'interdire les syndicats, ou bien de les attacher à son système, de les transformer en son auxiliaire.

Depuis longtemps déjà il a réussi à les canaliser, à travers et avec leurs directions, vers une sorte de « coexistence pacifique », ou même vers une collaboration de classe – cachée et dissimulée, ou carrément suspendue ou interrompue dans les périodes de l'exacerbation de la lutte de classes. Le trait particulier qui de ce point de vue caractérise les dernières décennies – celles de prépa ration et du déclenchement de l'offensive générale du capital – est indéniablement la transformation des directions syndicales – ouvertement et publiquement – en détachements annexes du capital, ou comme ils disent eux-mêmes plus directement – en « partenaires sociaux ».

Parmi les conséquences désastreuses d'une telle agression contre la nature profonde, contre la raison d'être même des syndicats, et de leur comportement qui en découle, il y a leur dépeuplement considérable. La désertion massive des ouvriers et des travailleurs, traduisant leur méfiance vis-à-vis des syndicats, a pris des proportions inquiétantes dans tous les pays. L'une de toutes premières tâches du mouvement européen des travailleurs est de renverser la vapeur et de reconquérir les syndicats – de haut jusqu'en bas.

Malgré la collaboration de classe des bureaucraties syndicales, accentuée et codifiée par leur mutation en « partenaires sociaux », la masse des travailleurs restée dans les organisations syndicales n'a pas suivi le chemin de leurs dirigeants. C'est elle qui a fixé la limite à ne pas franchir, et donc c'est elle qui a empêché l'intégration des syndicats dans l'Etat. En dépit des pertes subies ils ont ainsi préservé leur indépendance, donc la capacité de reprendre le combat.

C'est sur cette base que les ouvriers et tous les travailleurs peuvent et doivent rentrer dans les syndicats. D'autant plus

que ces derniers leur appartiennent, à eux, sans être propriété de personne, encore moins de bureaucrates syndicaux qui, en plus, remettent en cause l'existence même des syndicats, dont la principale justification est de s'opposer au capital. L'argument décisif pour cette reconquête des syndicats par les travailleurs est le fait que sans ces organisations et leur mobilisation il serait très difficile, voire pratiquement impossible de développer un puissant mouvement européen des travailleurs.

Il va de soi, cependant, que la mobilisation pour réoccuper les syndicats devra s'accompagner par leur ré-transformation en organisations de lutte contre l'offensive du capital. Pour ce faire, une plate-forme des travailleurs syndiqués formulera en première place la nécessité de rompre avec la collaboration de classe affichée comme « partenariat », afin d'assurer leur indépendance de patrons et de gouvernements.
Actions combatives ! Pas de kermesses festives !

Une telle indépendance n'est pas fruit spontané d'une simple décision, elle est encore moins un verbiage en paroles ou en serments. Elle prend forme et s'incarne uniquement et immanquablement par l'engagement dans un combat réel et résolu contre l'offensive du capital et toutes ses manifestations. Ce combat se distingue fondamentalement de tout simulacre ou pseudo-action, utilisé par les directions bureaucratiques de « partenaires » syndicaux comme prétexte, en premier lieu par la dénonciation complète et critique sévère et multiple de l'offensive du capital. Il suppose, sur cette base, la définition claire et précise des revendications des travailleurs, au lieu de gesticulations puériles pour des « négociations véritable » (?), très souvent mises en avant par les bureaucraties syndicales. Elle suppose aussi des actions sérieuses et des manifestations combatives et décidées, au lieu et à la place des kermesses festives, bon enfant et clownesques, en vue d'anesthésier les travailleurs.

Le critère particulièrement important de cet engagement est

son étendue et son caractère international, avant tout européen. Les syndicats disposent d'un important réseau et même d'un appareillage international et européen. A la place de ces réseaux et leurs offices entièrement bureaucratisés, l'acuité douloureuse du moment impose leur transformation hardie (ou leur remplacement) en piliers européens de combat contre l'offensive du capital et son outillage concentré à Bruxelles, à Strasbourg et à Francfort. Une série d'actions à l'échelle européenne, ainsi que dans ces centres, devrait remplacer les très rares rassemblements européens, déguisés en kermesses joyeuses, innocentes et inoffensives.

C'est l'évidence même que la ré-conquête des syndicats par les grandes masses des travailleurs est impensable sans le rétablissement complet de la démocratie ouvrière au sein des syndicats. Outre la liberté de discussion, le critère principal d'une telle démocratie est la liberté d'expression des tendances et fractions, y compris leur droit de s'organiser en opposition. Cette démocratie intérieure est une nécessité vitale, le seul moyen adéquat d'élaboration de la meilleure orientation et pour assurer la souplesse nécessaire, ainsi que le choix des mots d'ordre les plus appropriés. Elle est la meilleure garantie pour éviter les pièges mortels de la capitulation d'un opportunisme sans principes, de même que de la marginalisation d'un sectarisme stérile. Naturellement, c'est aussi le seul moyen de rendre les syndicats aux travailleurs et d'opérer leur transformation indispensable.

Un mouvement européen des travailleurs ne peut exister et se développer que par la participation d'une multitude de mouvements et organisations politiques, syndicales, culturelles, etc. des diverses nations. Par la force des choses, chacune de ces organisations fonctionne sur la base d'un très large éventail de conceptions, programmes, ainsi que d'obédience ou d'affiliation variées. Ce qui les unit et les rassemble dans un seul mouvement, en plus de leur caractère ouvrier et de travailleur, c'est leur résolution de lutter

contre les attaques du capital pour démanteler et supprimer les acquisitions et les droits des travailleurs. Dans une telle situation il n’y a qu’une seule méthode qui pourra assurer et garantir, d’une part, l’unité et la cohérence du mouvement, et, d’autre part, le respect de la liberté et de l’indépendance de chacun de ses éléments constitutifs. C’est la méthode historique et éprouvée du mouvement ouvrier international : front unique ouvrier. Il y a pas loin de cent ans que Lénine, l’un des grands dirigeants de ce mouvement, l’a résumé dans une phrase condensée et percutante : « Marchons séparément – frappons ensemble ! » Voilà la seule méthode efficace que notre mouvement devrait appliquer pour réaliser son objectif unitaire dans toute sa diversité.[/threecolumns]

Octobre-novembre 2011
Balazs Nagy